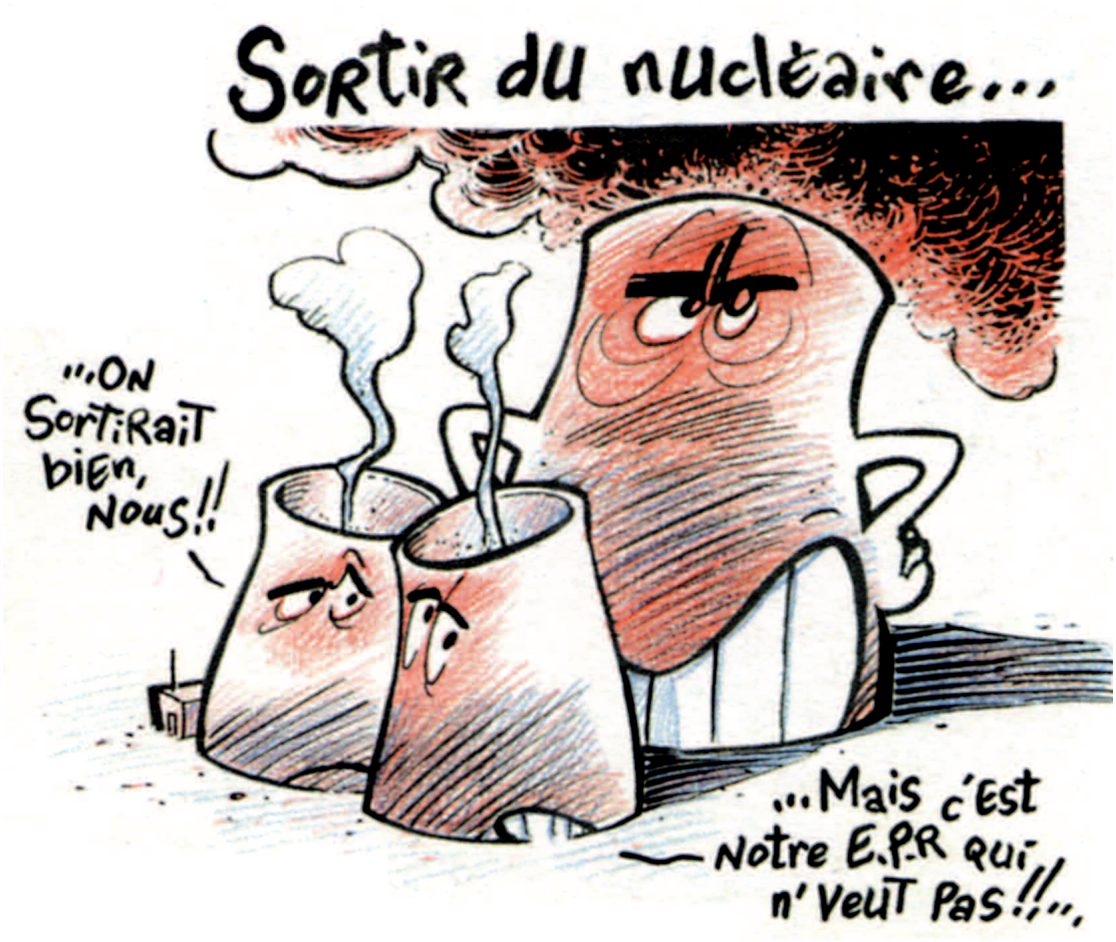
Bilan moral et social 2006

L'augmentation des activités du Réseau "Sortir du nucléaire" au cours de l'année 2006 est un signe révélateur du mouvement qui traverse durablement notre société.

De plus en plus de personnes et d'associations partagent l'exigence citoyenne des choix de sobriété énergétique et de production décentralisée et alternative sans nucléaire.

Les citoyens sont motivés par une gestion transparente et éthique de leurs approvisionnements énergétiques, mais aussi d'une recherche de liens et de participation dans les choix français et européens. Les scénarios de production d'énergie et les choix techniques proposés ne sont plus la chasse gardée d'une caste technocratique. Voilà que les citoyens se mêlent de ce qui les regarde ! .

Plus qu'un simple outil efficace, le Réseau Sortir du nucléaire est devenu au fil des années un centre majeur de réflexion, d'échanges, d'animation, d'action et de porte-parole de la cause antinucléaire en France.
Aujourd'hui, nous sommes directement confrontés au lobby nucléaire sur des questions aussi fondamentales que l'avenir énergétique et climatique de la planète, et cette nouvelle donne exige la mobilisation de tous, au-delà des rivalités de personnes, d'associations, politiques...
Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", l'année 2006 a été marquée par les événements suivants.



I) UNE ACTION CIBLÉE ET CONTINUE CONTRE L'EPR

30 000 personnes à Cherbourg

Pour le Réseau, l'année 2006 a incontestablement été marquée par la manifestation et les forums du 15 avril et 16 avril à Cherbourg : 30 000 manifestants malgré une pluie battante, malgré – pour le plus grand nombre - l'éloignement géographique de Cherbourg. Les médias ne s'y sont pas trompés, avec des titres du genre "Le grand retour des antinucléaires". Le dimanche, des forums ont rassemblé un public nombreux. Cette manif a démontré toute la capacité d'organisation et de mobilisation du Réseau :

- Financement d'un permanent Jocelyn Perret pour aider le collectif régional "L'EPR, non merci, ni ailleurs, ni ici" à l'organisation de la manifestation,
- Coordination d'un collectif national STOP EPR autour d'un Appel commun signé par des centaines d'organisations dans 47 pays.
- Fort investissement des groupes locaux (114 départs groupés ont été organisés de toute la France),
- Intense préparation médiatique avec notamment une tournée en France de Viatcheslav Kitaev (qui était intervenu sur le réacteur nucléaire lors de la catastrophe de Tchernobyl). Notons également l'excellente conférence de presse le matin de la manifestation avec José Bové, C.Lepage, Y. Wehrling, Svetlana Alexievitch...
- L'étude "Un courant alternatif pour le Grand Ouest" sur les alternatives au 3 milliards d'euros de l'EPR a été extrêmement appréciée pour les solutions concrètes qu'elle propose. La brochure grand public a été largement diffusée et plébiscitée.
- De plus, un formidable élan financier a permis de rembourser un investissement conséquent.

Arrestation d'un salarié du Réseau par la DST (Direction de la Surveillance du Territoire)

Le 16 mai 2006, la DST pénètre chez Stéphane Lhomme, salarié du Réseau "Sortir du nucléaire", le met en examen et perquisitionne son domicile. La DST est envoyée par le Parquet de Paris, section antiterroriste, pour "compromission de la défense nationale" : Stéphane Lhomme détient un document d'EDF, classé "Confidentiel défense" sur le réacteur nucléaire EPR. Toute la journée, les médias relatent l'affaire. Un rassemblement est organisé en urgence devant le Commissariat central de Bordeaux jusqu'à 22h, heure de libération de Stéphane Lhomme. Contre la censure et pour manifester leur solidarité, de nombreuses oragnisations (Greenpeace, La Confédération Paysanne, Les Verts...), des hommes et femmes politiques (députés, sénateurs...) ont publié l'intégralité du document confidentiel défense sur le site internet. A ce titre, ils encourent 75 000 euros d'amende et 5 ans de prison. Lors d'une action nationale le 15 juin 2006, des dizaines de groupes ont remis le document "Confidentiel Défense" à leur Préfecture. Cette affaire, toujours en cours, a eu pour effet imprévu de renforcer la notoriété du Réseau...

Autres actions contre l'EPR...

La lutte contre l'EPR a également été déclinée d'autres façons :

- contre le "débat public" et ses conclusions (manifestations devant les débats ; publication par le Réseau de son propre bilan du "débat", etc.) ;
- contre l'enquête publique (communiqués de presse...) ;
- procédure en justice contre le début du chantier de l'EPR ;
- courriers à divers candidats à la présidence de la République,
- action "chèque géant de 3,3 milliards d'euros" le 13 janvier devant les agences EDF de 45 villes de France pour dénoncer le coût de l'EPR.

... et les lignes électriques de très haute tension, THT

Le gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité, (RTE) a le projet de construire en Normandie un couloir THT pour l'écoulement de l'électricité produite par la centrale de Flamanville. Le Réseau est très présent : rassemblements lors des débats publics, soutien à la manifestation du 29 juillet 2006 à Saint-Lô, à la manifestation du 28 octobre 2006 à St.Hilaire du Harcouët (4000 manifestants), présence régulière de Didier Anger, administrateur du Réseau "Sortir du nucléaire", dans cette lutte...

Une grande campagne nationale pour poursuivre la dynamique contre l'EPR

Le Réseau a lancé fin 2006 une grande campagne nationale pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle. À travers cette campagne intitulée "Pour des alternatives au nucléaire, STOP EPR", il s'agit notamment d'inciter un maximum de candidats à abandonner l'EPR et le lancement d'un programme de Maîtrise des énergies et de développement des Energies Renouvelables, ainsi que de demander aux électeurs à s'engager à ne pas voter pour un candidat pro-EPR.

II) UNE PRESENCE MEDIATIQUE CONTINUE ET DES ACTIONS MULTIPLES

Le Réseau a "diversifié" ses "attaques" contre le nucléaire :
- lors des récurrentes de refroidissement difficultés du parc nucléaire pendant la canicule,
- en juillet, critiques argumentées sur les émissions de légionelles par les tours de refroidissement des centrales (dépôt de plaintes auprès des procureurs de la République près de plusieurs centrales), suite à la publication du rapport de l'AFSSET (Agence Française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail),
- actions médiatiques contre le projet projet expérimental de fusion ITER à Cadarache.

Il a appuyé de nombreuses initiatives relayées médiatiquement dont notamment :
- la participation en septembre 2006 à la mobilisation contre le missile M51 à Biscarosse (Landes),
- la dénonciation des activités du CEA dans les nanotechnologies à Grenoble,
- le communiqué de presse de protestation contre les technologies totalitaires, en particulier les prélèvements d'ADN.

Les 20 ans de Tchernobyl

L'année a aussi été marquée par les 20 ans de Tchernobyl qui ont été très fortement traités par les médias. Malgré un fort déploiement de moyens de la part du "lobby", la tonalité générale qui est ressortie est assez correcte : Tchernobyl a bien été une catastrophe, ses conséquences sont véritablement effroyables, et elles continuent de s'aggraver. Malgré le rapport honteux de l'ONU de septembre 2005 minimisant les conséquences de Tchernobyl, on peut dire que le lobby a échoué dans sa tentative de désinformation.

Panne en Suède... et en Europe

Deux autres événements importants ont émaillé l'année : l'incident grave de Forsmark en Suède le 25 juillet, et la panne géante en Europe le 4 novembre 2006. Dans le premier cas, les médias sont restés étonnamment discrets alors que le Réseau a agi avec rapidité (communication) et compétence (rapport circonstancié). Dans le second cas, une véritable désinformation a eu lieu, laissant entendre que le nucléaire pouvait protéger de ce genre de pannes géantes.

Un travail important à l'international

Cette année, le Réseau a renforcé son action à l'international grâce à des contacts privilégiés avec de nombreux partenaires européens. La pétition "Un million d'Européens demandent la sortie du nucléaire" a recueilli 600 000 signatures qui seront remises à la Commission européenne à Bruxelles le 23 mars 2007 à l'issue d'une marche.
Une rencontre internationale d'été a été organisée en Dordogne mi-août 2006. Cette expérience sera renouvelée.
Une liste anglophone de diffusion d'informations via notre site internet a été mise en place.
André Larivière s'est rendu en Grèce et en Ukraine pour participer à des événements organisés par nos partenaires européens.

III) LE LOBBY PRONUCLEAIRE AVANCE

Malgré les 20 ans de Tchernobyl, on a pu constater cette année une forte montée en puissance de la promotion du nucléaire, indûment présenté comme une arme contre le réchauffement climatique, contre la montée du prix de l'énergie, contre les pannes géantes.

Le Réseau a développé tous les éléments qui contredisent ces affirmations mais, de même que nos partenaires, nous passons difficilement la "barrière" médiatique sur ces questions : pour les médias, les antinucléaires ne sont pas supposés dénoncer autre chose que les risques et les déchets... Pour renforcer sa démarche, le Réseau s'est associé à d'autres structures comme le Réseau Action Climat (RAC) pour éditer prochainement une brochure sur le nucléaire et l'effet de serre. Le Réseau a également rejoint l'Alliance pour la Planète qui rassemble plusieurs dizaines d'organisations nationales dont le but est de peser ensemble, dans le cadre des élections à venir, sur les grands thèmes environnementaux (dont l'énergie).

Le lobby nucléaire a néanmoins avancé sur certains points importants sans que nous ne soyons en mesure de nous y opposer :

- avancée du projet ITER à Cadarache
- avancée du projet de nouvelle usine de fabrication de l'uranium enrichi à Tricastin,
- adoption de la loi sur les déchets nucléaires, comprenant le principe de l'enfouissement en couche profonde,
- adoption de la loi sur la "transparence" et mise en place de la "nouvelle" instance, le "Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire".

Pour les deux premiers points, il ne s'agit encore que de dossiers (les chantiers ne sont pas commencés), il est donc assez compliqué de s'y opposer. Pour les deux autres points, sauf à prendre d'assaut l'Assemblée nationale, il n'a pas été possible d'agir. Néanmoins, le Réseau s'est systématiquement exprimé par des communiqués de presse.

Les déchets radioactifs

Après un investissement actif en 2005 (manifestation dans les rues de Bar-le-Duc, rédaction et diffusion journal grand public sur les déchets radioactifs, rassemblements lors des débats publics), le Réseau a lancé en avril 2006 une campagne nationale en partenariat avec la Coordination contre l'enfouissement des déchets nucléaires avec un tirage à 100 000 exemplaires. Malgré un atelier sur ce thème à la manif de Cherbourg, la campagne n'a pas été assez audible (les documents de campagne n'étaient pas massivement présents à Cherbourg). Cette campagne n'a pas été assez médiatisée : le vote anticipé à l'Assemblée nationale s'est fait en catimini (11 votants !) , ce qui a court-circuité la campagne. Le Réseau a soutenu le Festival "Décibels contre la poubelle" de Bure en juillet 2006 (financement, plusieurs administrateurs présents, stand). Ce festival a rassemblé entre 5000 et 10 000 personnes, il y a eu trois jours de musique non stop avec la participation bénévoles de groupes dont Steve Waring et Désireless.
Comme il le fait depuis plusieurs années, le Réseau a continué à verser une subvention de 200 euros par mois pour contribuer à payer le salaire de Michel Marie, permanent de la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets nucléaires.
Enfin, le Réseau s'est associé avec la Coordination nationale contre l'enfouissement et la Criirad pour demander l'abrogation de cette loi irresponsable de l'enfouissement votée sans débat parlementaire et en contradiction avec l'avis officiel de la commission de débat public, qui reprenant les inquiétudes du public notait que les populations refusaient l'enfouissement en grande profondeur des déchets radioactifs les plus dangereux.

La prolifération du nucléaire au cœur de l'actualité

Après l'essai nucléaire de la Corée du Nord, et du fait de l'avancée du programme iranien, la prolifération est entrée en force dans l'actualité. Bien que décevante sur le nucléaire français, Ségolène Royal a mis les pieds dans le plat à juste titre en expliquant que la seule façon d'empêcher l'Iran d'accéder au nucléaire militaire était de l'empêcher de développer le nucléaire "civil". Ce que nous disons depuis toujours... mais pour tous les pays, pas seulement pour l'Iran. Question : quelles actions fortes pour imposer l'idée que le nucléaire "civil" mène à la bombe atomique ?

IV) UN RESEAU DE MILITANTS ET DE GROUPES TOUJOURS PLUS ACTIF

Une augmentation sensible de ses membres

L'année 2006 a vu une augmentation du nombre des groupes signataires de sa Charte qui est passé de 722 à 765 fin 2006. Le nombre de lecteurs de sa revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" est de 16 000. Le Réseau "Sortir du nucléaire" possède d'autre part un fichier de sympathisants de 100 000 adresses. Comme on peut le constater dans le rapport financier, cette dynamique se traduit par une augmentation très sensible (+ 32 %) de son budget annuel. Il est à noter que, pour mener à bien ses actions, le Réseau ne bénéficie d'aucune subvention publique ou privé.

Une information de qualité pour une mobilisation sur le terrain

- Notre site internet www.sortirdunucleaire.fr a continué à s'étoffer notamment avec une boutique en ligne, une liste anglophone des actualités sur le nucléaire et les énergies et un site des groupes du Réseau.

- Le Réseau Sortir du nucléaire a lancé un ambitieux programme de réunions-débats "Nucléaire ou alternatives : quelles énergies pour demain ?" sur le nucléaire et les alternatives dans toute la France, au moyen d'un diaporama "clés en main" grand public. Près de 268 intervenants bénévoles se sont portés volontaires pour animer ces réunions locales et des sessions de formations régionales ont commencé à être organisées à leur attention. Le but de ces réunions débats est d'apporter une information simple et accessible au plus grand nombre dans un maximum de villes. Lancée fin 2006, cette opération "réunions débats" se poursuivra jusqu'aux élections municipales de mars 2008. Cette initiative s'inspire des multiples réunions locales sur les THT dans le Cotentin et le grand Ouest qui ont rassemblé beaucoup de monde. Des débats qui ont été suivis de manifestations régionales conséquentes.

- Quatre numéros de la revue "Sortir du nucléaire" sont parus en 2006. Cette année encore, la qualité s'est améliorée tant sur la forme que sur le fond. Globalement, les lecteurs jugent la revue très intéressante.

- L'étude "Un courant alternatif pour le Grand Ouest" sur les alternatives à l'EPR (lire plus haut).

- Une brochure de synthèse "L'EPR en bref" présentant les arguments essentiels de ce qu'il faut savoir sur le réacteur nucléaire EPR.

- Le Réseau a renforcé son pôle de diffusion de livres, brochures, etc. Le nombre de dépôts de matériel auprès des groupes locaux a augmenté, ce qui a permis d'assurer une présence accrue sur le terrain dans les foires et salons.

- Nous déplorons vivement que l'étude concernant les "sorties du nucléaire" soit restée au point mort depuis la dernière AG.

  Plusieurs raisons :
  - sujet de fond pour le Réseau donc synthèse difficile à l'intérieur de la commission "sorties" pour savoir quelle teneur donner à cette étude : accord trouvé fin juin pour le titre "Contribution au débat du Réseau à des sorties rapides du nucléaire en 5 et 10 ans". Le document sera présenté sous la forme d'une contribution au débat du Réseau pour des sorties rapides du nucléaire sans être pour autant LE scénario de sortie du nucléaire du Réseau. Cette synthèse tardive a bloqué en partie les experts.
  - Un tel travail piétine s'il repose sur les bénévoles du CA (3 membres du CA sur ce thème) qui en plus de leur boulot perso, du CA sont aussi investis dans les groupes locaux.
  - L'embauche d'un salarié sur ce thème n'a abouti que tardivement : Martin Leers le sera début juillet avec aussi le travail sur l'EPR qui lui a pris les 2/3 de son temps jusqu'en janvier 2007.
  - A la suite de l'état des lieux rédigé par Martin Leers, le travail promis n'a pas été rendu par un expert. Du fait de cette désaffection, Martin Leers aura un travail d'autant plus important à fournir pour finaliser cette étude. Une leçon à tirer pour la suite.

Une nécessaire neutralité politique du Réseau

A l'approche des échéances électorales (présidentielle, législatives, puis municipales et cantonales), le Réseau Sortir du nucléaire réaffirme son indépendance vis-à-vis de tout parti ou mouvement politique. Tout en ne restant pas à l'écart du débat sur la thématique énergétique et nucléaire, le Réseau Sortir du nucléaire n'apportera aucun soutien ou caution à quelque candidat que ce soit.

Des commissions pour un travail au plus près des préoccupations de ses membres

Dans toute Fédération, chaque association a la possibilité de participer aux décisions en votant en Assemblée Générale. Si cela suffit à en faire un système démocratique, cela n'est pas pour autant complètement satisfaisant quand on recherche une réelle implication des très nombreuses personnes et des groupes à la vie du Réseau. C'est donc dans l'optique de permettre à chacun d'aborder la vie de la Fédération de façon moins formelle que vivent différentes Commissions :

- Commission "Action non violente et désobéissance civile" : animée par David Lami, elle est forte d'une centaine de membres. Elle a organisé deux formations sur ce thème à Lyon et en Isère. Certains de ses membres ont organisé le blocage d'un train nucléaire le 11 novembre près de Forges les Eaux en Seine Maritime.

- Commission "Rejets des centrales nucléaires en fonctionnement normal" : pilotée par Paul Roullaud, cette commission a beaucoup échangé. Son objectif serait de publier une synthèse sur ce sujet.

- Commission "Transports nucléaires", animée par Jean-Yvon Landrac, elle alerte, anime et suit les actions de protestation organisées lors de convois nucléaires.

- Commission "Fonctionnement", animée par Philippe Brousse. Une vingtaine de participants pour des propositions concrètes à la clé (mettre en place des pôles de compétences, créer une commission stratégie, constituer un pôle créatif , revenir aux fondements du Réseau en re-proposant clairement aux individus de signer la Charte fondatrice du Réseau).
- Commission "Sorties rapides du nucléaire", animée par Monique Guittenit et Martin Leers (lire ci-dessus).

Création d'un pôle juridique

Association agréée nationalement au titre de la protection de l'environnement depuis le 1er janvier 2006, le Réseau a décidé de créer et de développer un pôle juridique grâce au suivi professionnel de Benoist Busson, avocat au barreau de Paris et militant de longue date. Parmi les dossiers engagés citons notamment le recours contre le démantèlement de la centrale de Brennilis en Bretagne, celui contre le débat public du réacteur à fusion nucléaire ITER en PACA, le recours contre le permis de construire et la demande en annulation de divers travaux concernant l'EPR en Normandie...

L'équipe des salariés du Réseau

Pour faire face à l'intensification du travail en cette période cruciale, deux postes ont été créés au cours de ces derniers mois :
- Martin Leers (en CDD), comme chargé de mission sur l'étude des sorties rapides et sur la campagne EPR,
- Jocelyn Peyret (en CDD), à la suite de son travail sur Cherbourg, comme coordinateur des rassemblements du 17 mars 2007.

Un changement de poste est intervenu :
- Charlotte Kauss (en CDI), comme secrétaire administrative qui a remplacé Cécé.

Le Réseau compte désormais 11 salariés (pour 10 équivalents temps plein) : une équipe soudée et motivée. Le Réseau a adhéré à la convention collective "Animation", qui englobe également les associations de protection de la nature. Une nouvelle grille des salaires a été adoptée, qui a conduit à une réévaluation de tous les salaires. Le rapport entre le salaire le plus bas et celui le plus haut s'établit à un coefficient de 1,8. Les salariés bénéficient d'avantages sociaux comme les tickets restaurants, un contrat de prévoyance ou encore d'un plan d'épargne retraite entreprise.

La gestion administrative du Réseau "Sortir du nucléaire" est un très gros travail au quotidien. Chaque année, ce sont des centaines de milliers de courriers, mails et colis postaux qui sont envoyés partout en France.

Le Réseau est aidé dans son travail quotidien par des centaines de bénévoles qui, partout en France assurent un travail ponctuel ou régulier, sur quelques jours ou quelques mois. Ce maillage local des militants bénévoles est une particularité fondamentale du Réseau qui nous tient à cœur de développer et de valoriser.

N'oublions pas non plus le travail quotidien assidu et parfois difficile des 9 administrateurs titulaires et des 9 suppléants qui ont à faire face à de nombreuses sollicitations.

Bénévoles, salariés et administrateurs, personne ne ménage sa peine pour réaliser un énorme travail et faire avancer ensemble notre cause commune.

V) LES ACTIONS DEJA DECIDEES POUR 2007

- Poursuivre et finaliser la "Contribution au débat du Réseau sur une sortie du nucléaire en 5 et 10 ans"
- Poursuivre et intensifier la campagne "Pour des alternatives au nucléaire, STOP EPR" auprès des candidats à l'élection présidentielle.
- Le 17 mars, cinq manifestations contre l'EPR à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse. Une mobilisation cruciale à cinq semaines du premier tour des élections présidentielles.
- Le 28 mars, manifestation à Nîmes contre le réacteur à fusion nucléaire ITER (prévu à Cadarache) à l'occasion de l'inauguration d'une "exposition mondiale ITER"
- A l'occasion des 50 d'Euratom, marche de Lille à Bruxelles du 17 au 23 mars 2007 pour la remise des signatures de plus de 600 000 Européens qui demandent ensemble la sortie du nucléaire.
- Une action de présence permanente devant l'édifice de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) à Genève à partir du 26 avril 2007 pour dénoncer l'accord OMS-AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique).
- Une intensification de la campagne "STOP EPR" jusqu'au 6 mai 2007 (second tour de l'élection présidentielle).
- La publication d'un journal grand public sur ITER : initialement prévu pour fin 2006, ce projet a été reporté en mai-juin 2007.
- Une montée en puissance des réunions-débats "Nucléaire ou alternatives : quelles énergies pour demain ?" dans toute la France jusqu'aux élections municipales de mars 2008 et au delà.

Une action en prévision pour 2007 :

- Action vers l'automne 2007 contre les nouveaux projets nucléaires dans le Sud-Est : Tricastin/Pierrelatte (nouvelle usine d'enrichissement d'uranium de Georges Besse II), Marcoule et Cadarache (ITER).

Fin 2007, le Réseau Sortir du nucléaire fêtera ses 10 ans !

Peut-être l'occasion de concrétiser le projet décidé à l'AG de 2006 de lancer un appel à la réalisation de clips vidéos sur le nucléaire et les alternatives pour un prix "Sortir du nucléaire" ?

Un grand merci aux groupes locaux, bénévoles, donateurs, administrateurs et salariés pour leur engagement !

Suivi des axes forts décidés lors de la dernière Assemblée générale 2006

Ce qui a été réalisé :

- Campagne déchets nucléaire (loi Bataille 2006) : interpellation des députés jusqu'à l'automne 2006.
- Réussir la mobilisation du rassemblement à Cherbourg (20 ans de Tchernobyl) et la poursuivre + publication et vulgarisation l'étude "3 milliards" (brochure grand public).
- Réunions débats au moyen d'un diaporama (formation de conférenciers) pour sensibiliser les citoyens, élus...
- Elections de 2007 : interpellation des candidats aux élections présidentielles et législatives au moyen d'un document de campagne (objectif à atteindre : abandon de l'EPR avant sa construction).
- Mise en place de la Commission "Fonctionnement"

Ce qui n'a pas été encore réalisé ou qui a été repoussé en 2007

- Publication sur ITER (repoussé à l'été 2007).
- Finaliser et publier l'étude de sortie rapide du nucléaire et une synthèse grand public des différents scénarios de sorties ("La sortie du nucléaire, c'est quand vous voulez : 5, 10, 25 ans"). NB : suite à une décision du CA, ce travail s'est transformé en "Contribution au débat du Réseau à des sorties rapides du nucléaire en 5 et 10 ans"
- Appel à la réalisation de mini vidéos sur le nucléaire et les alternatives. Pourquoi pas fin 2007 à l'occasion des 10 ans du Réseau ? Il s'agirait de lancer un appel à concours avec plusieurs prix "Sortir du nucléaire", publication d'un DVD pour les 10 meilleurs clips retenus et mise en ligne de tous les clips (gagnants ou non) à télécharger sur notre site. Un cahier des charges précis sera à rédiger.
- Travail sur l'eau : à concrétiser peut être par la commission "rejets des centrales en fonctionnement normal" ? ou par un pôle de compétences ? en association avec d'autres associations ?